



Etablissement support du GHT  
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

## REGLEMENT DE CONSULTATION

### MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

**Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique**

**Procédure N°2024AM14**

## FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES DURABLES POUR LE GHT HAUTE-BRETAGNE

Date et heure limite de réception des plis : **Le 28 janvier 2025 à 12h00**

Date et heure de livraison des échantillons : **Le 28 janvier 2025 avant 10h00**



**Plate-forme des achats de l'Etat**

[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I - POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>	<b>4</b>
Article 1 - Type - Nom et adresse du pouvoir adjudicateur .....	5
<b>CHAPITRE II - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
Article 2 - Objet du marché public .....	5
Article 3 - Etendue de la consultation .....	5
3.1 - Procédure de consultation .....	5
3.2 - Publicité.....	6
3.3 - Type de marché public.....	6
3.4 - Allotissement .....	6
3.5 - Forme du marché public et des prix .....	7
3.5.1 Forme du marché public .....	7
3.5.2 Forme des prix .....	9
3.6 - Etendue du marché public - quantités .....	9
3.7 - Durée du marché public.....	9
3.8 - Classification CPV .....	9
Article 4 - Conditions de la consultation .....	9
4.1 - Variantes.....	9
4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	9
4.3 - Options (au sens communautaire).....	10
4.4 - Visite de site.....	10
4.5 - Délai de validité des offres.....	10
4.6 - Conditions de participation des concurrents.....	10
4.7 - Sous-traitance .....	10
4.8 - Modes de règlement du marché public .....	10
4.9 - Développement durable : clause d'exécution environnementale/ critères environnementaux .....	10
4.10 - Développement durable : Insertion par l'activité économique .....	10
<b>CHAPITRE III - MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>11</b>
Article 5 - Contenu du dossier de consultation.....	11
Article 6 - Modalités de retrait du dossier de consultation .....	11
Article 7 - Renseignements complémentaires – modification .....	11
7.1 Renseignements complémentaires .....	11
7.2 Modifications de détails du dossier de consultation .....	11
<b>CHAPITRE IV - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER .....</b>	<b>12</b>
Article 8 - Contenu de la candidature .....	12
8.1 DUME12 .....	
8.2 Hors DUME12 .....	

<b>Article 9- Contenu de l'offre .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 10 - Conditions de remise des échantillons.....</b>	<b>13</b>
10.1 Remise des échantillons .....	13
10.2 Quantités.....	13
10.3 Conditions de livraisons .....	13
<b>CHAPITRE V - MODALITES DE REMISE DES PLIS .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 11 - Conditions d'envoi des plis.....</b>	<b>13</b>
11.1 Transmission par voie dématérialisée .....	13
11.2 Copie de sauvegarde .....	14
11.3 Signature du marché public .....	14
<b>CHAPITRE VI - ESSAIS ET DEMONSTRATION / PRESENTATION .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 12 - Essais.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 13 - Démonstration / Présentation .....</b>	<b>14</b>
<b>CHAPITRE VII - SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 14 - Examen des candidatures.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 15 - Jugement et classement des offres.....</b>	<b>14</b>
<b>CHAPITRE VIII - ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS .....</b>	<b>17</b>
<b>Article 16 - Information des décisions de rejet .....</b>	<b>17</b>
<b>Article 17 - Attribution.....</b>	<b>17</b>
<b>CHAPITRE IX - RECOURS.....</b>	<b>18</b>

### Préambule

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

En application du décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et du décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire, une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Rennes comme établissement support du GHT «Haute-Bretagne».

Ce GHT est composé des établissements suivants :

- le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,
- le CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE,
- le CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES,
- le CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,
- le CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL (VITRE),
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE,
- le CENTRE HOSPITALIER LE GRAND-FOUGERAY,
- le CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE,
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES (JANZE),
- le CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER.

#### **Tous les établissements sont concernés par le présent marché public.**

Ainsi, il est confié au CHU de Rennes la fonction d'assurer, pour le compte des établissements parties, la passation du marché public ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion d'avenant, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement partie sont précisées dans les pièces du marché public.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés publics relèvent de chaque établissement partie. L'exécution du marché public couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés publics, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de de Rennes » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) «Haute-Bretagne».

## Article 1 - Type - Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le Centre Hospitalier Universitaire de RENNES (**CHU de Rennes**), Etablissement support du GHT Haute-Bretagne dont les coordonnées sont les suivantes :

Représentant du pouvoir adjudicateur :	La Directrice générale du CHU de RENNES
Adresse :	Rue Henri Le Guilloux 35033 RENNES CEDEX 09
Adresse du profil acheteur	<a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">http://www.marches-publics.gouv.fr</a>

Agissant en son nom et pour son compte et au nom et pour le compte de tous les établissements parties du GHT qui seront en charge de l'exécution du présent marché public.

## CHAPITRE II - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GENERALES

### Article 2 - Objet du marché public

La présente consultation a pour objet la fourniture de denrées alimentaires durables pour les établissements du GHT HAUTE-BRETAGNE.

Ces denrées alimentaires sont issues d'un mode de production respectueux de l'environnement et destiné à réduire les impacts environnementaux de la consommation alimentaire.

### Article 3 - Etendue de la consultation

#### 3.1 - Procédure de consultation

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

Cette consultation fait suite à une première procédure relative à la fourniture de denrées alimentaires durables pour les établissements du GHT HAUTE-BRETAGNE (comprenant le CHU de Rennes), publiée au BOAMP le 07/10/2023 (annonce n°: 23-138274) et au JOUE le 09/10/2023 (annonce n°2023/S194-608571).

Cette procédure a été déclarée sans suite l'ensemble des lots pour un motif d'intérêt général fondé sur la redéfinition du besoin.

Une nouvelle consultation, relative à la fourniture de denrées alimentaires durables pour **le CHU de Rennes** (procédure 2024AM12) a été publiée le 11/09/2024 au BOAMP (annonce n°24-102855) et au JOUE (annonce n°545799-2024). Un rectificatif à cet avis de publicité a été publié le 08/10/2024 au BOAMP (annonce n° 24-113522) et au JOUE (annonce n°605900-2024).

Dans ce cadre, le lot 5 « Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Universitaire de Rennes » a été déclaré sans suite pour cause d'infructuosité en raison du fait que les deux seules offres reçues dans les délais sont irrégulières.

La présente consultation intègre la relance du lot « produits traiteur pour le CHU de Rennes » et concerne par ailleurs l'ensemble des établissements du GHT.

### 3.2 - Publicité

La consultation a fait l'objet d'une publication sur les supports suivants :

☒ Profil acheteur      ☒ BOAMP      ☒ JOUE

### 3.3 - Type de marché public

Marché(s) public(s) de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de services : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit-bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service : <input type="checkbox"/>

### 3.4 - Allotissement

La présente consultation est allotie et comporte 25 lots.

Numéro de lot	LIBELLE LOT
1	Fourniture de yaourt nature, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier
2	Fourniture de yaourt aux fruits, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier
3	Fourniture de yaourt aromatisé, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier
4	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier
5	Fourniture de desserts laitiers, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier
6	Fourniture de lait fermier pasteurisé entier pour le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne
7	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier De Fougères et le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne
8	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de Fougères et le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne
9	Fourniture de lait fermier pasteurisé demi-écrémé pour le Centre Hospitalier de la Guerche de Bretagne
10	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de la Guerche de Bretagne, Centre Hospitalier de la Roche aux Fées, Centre Hospitalier De Vitré
11	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de La Roche aux Fées
12	Fourniture de lait fermier pasteurisé entier pour le Centre Hospitalier Le Grand-Fougeray et le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir
13	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Le Grand-Fougeray et le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir
14	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Le Grand-Fougeray et le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir
15	Fourniture de lait fermier pasteurisé demi-écrémé pour le Centre Hospitalier de Brocéliande
16	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de Brocéliande
17	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de Brocéliande
18	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, pour le Centre Hospitalier de Brocéliande
19	Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne
20	Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de la Guerche de Bretagne, le Centre Hospitalier de la Roche aux Fées, le Centre Hospitalier De Vitré
21	Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Le Grand-Fougeray

22	Fourniture de produits de charcuterie fermière pour le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne et le Centre Hospitalier de Fougères
23	Fourniture de produits de charcuterie fermière pour le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir
24	Fourniture de produits de charcuterie fermière pour le Centre Hospitalier de Brocéliande
25	Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Universitaire de Rennes

L'attribution sera effectuée lot par lot, sachant que les opérateurs économiques ne peuvent pas présenter d'offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de regrouper l'ensemble des lots attribués à un soumissionnaire dans le cadre d'un seul marché public.

Les opérateurs économiques ont la possibilité de présenter une offre pour :

☐ Un seul lot    ☐ Un ou plusieurs lots    ☒ Tous les lots

### **3.5 - Forme du marché public et des prix**

#### **3.5.1            Forme du marché public**

Le marché public est un accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum exprimé en valeur pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique.

Les montants maximums sont les suivants, pour toute la durée du marché public :

<b>Numéro de lot</b>	<b>LIBELLE LOT</b>	<b>MONTANT MAXIMUM SUR LA DUREE TOTALE EN € HT</b>
1	Fourniture de yaourt nature, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier	350 000€
2	Fourniture de yaourt aux fruits, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier	150 000€
3	Fourniture de yaourt aromatisé, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier	30 000€
4	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier	350 000€
5	Fourniture de desserts laitiers EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier	250 000€
6	Fourniture de lait fermier pasteurisé entier pour le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne	80 000€
7	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier De Fougères et le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne	80 000€
8	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de Fougères et le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne	100 000€
9	Fourniture de lait fermier pasteurisé demi-écrémé pour le Centre Hospitalier de la Guerche de Bretagne	30 000€
10	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de la Guerche de Bretagne, Centre Hospitalier de la Roche aux Fées, Centre Hospitalier De Vitré	110 000€
11	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de La Roche aux Fées	20 000€
12	Fourniture de lait fermier pasteurisé entier pour le Centre Hospitalier Le Grand-Fougeray et le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir	100 000€
13	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Le Grand-Fougeray et le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir	170 000€
14	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Le Grand-Fougeray et le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir	30 000€
15	Fourniture de lait fermier pasteurisé demi-écrémé pour le Centre Hospitalier de Brocéliande	120 000€
16	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de Brocéliande	30 000€
17	Fourniture de fromage blanc, fabrication fermière, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de Brocéliande	15 000€
18	Fourniture de yaourt, fabrication fermière, pour le Centre Hospitalier de Brocéliande	30 000€
19	Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne	35 000€
20	Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier de la Guerche de Bretagne, le Centre Hospitalier de la Roche aux Fées, le Centre Hospitalier De Vitré	200 000€
21	Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Le Grand-Fougeray	40 000€
22	Fourniture de produits de charcuterie fermière pour le Centre Hospitalier Des Marches De Bretagne et le Centre Hospitalier de Fougères	220 000€
23	Fourniture de produits de charcuterie fermière pour le Centre Hospitalier Intercommunal Redon-Carentoir	100 000€



24	Fourniture de produits de charcuterie fermière pour le Centre Hospitalier de Brocéliande	80 000€
25	Fourniture de produits traiteur, EGALIM ou équivalent, pour le Centre Hospitalier Universitaire de Rennes	560 000€

Le marché public est mono-attributaire pour l'ensemble des lots.

### 3.5.2 Forme des prix

Le marché public est traité à prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) du lot concerné.

### 3.6 - Etendue du marché public - quantités

L'ensemble des fournitures pouvant être commandées sont décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les quantités estimatives du marché public sont indiquées au détail quantitatif estimatif (DQE) propre à chaque lot. Ces quantités n'ont pas de valeur contractuelle. Elles ne servent qu'à l'analyse des offres.

### 3.7 - Durée du marché public

Le marché public est conclu pour une période initiale de DEUX (2) ans à compter de sa date de notification au titulaire.

Le marché public peut ensuite être reconduit DEUX (2) fois par période successive d'UN (1) an et pour une durée de validité maximale de QUATRE (4) ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rennes reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas s'opposer à la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU de Rennes se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de quarante-cinq (45) jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

### 3.8 - Classification CPV

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>
15511000-3
15551000-5
15810000-9
15131120-2

## Article 4 - Conditions de la consultation

### 4.1 - Variantes

Les variantes sont-elles autorisées :

☐ Oui

☒ Non

### 4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) sont-elles demandées :

☐ Oui

☒ Non

#### 4.3 - Options (au sens communautaire)

Au sens du droit communautaire, l'option est la suivante :

- Le marché public comporte des reconductions.

#### 4.4 - Visite de site

Aucune visite de site n'est prévue.

#### 4.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

#### 4.6 - Conditions de participation des concurrents

L'offre peut être présentée par un opérateur économique seul ou par un groupement d'opérateurs économiques.

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique pour la présentation de l'offre.

Les opérateurs économiques ne peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Si l'attributaire désigné est un groupement entre plusieurs opérateurs économiques, le marché public sera alors signé avec le mandataire du groupement, mais tous les co-traitants devront fournir les documents administratifs exigés à l'article 17 du présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

#### 4.7 - Sous-traitance

Sans objet.

#### 4.8 - Modes de règlement du marché public

Les prestations, objet du présent marché public, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique et financées selon les modalités suivantes :

- Financement : ☒ Budget d'exploitation : recettes liées à l'activité T2A, aux mutuelles et patients, et dotation annuelle complémentaire  
☐ Budget d'investissement : emprunt et autofinancement
- Paiement à 50 jours conformément à l'article R2192-11, 1° du Code de la commande publique.

#### 4.9 - Développement durable : clause d'exécution environnementale/ critères environnementaux

Le marché public comporte une clause d'exécution environnementale définie au CCAP/CCTP : ☒ Oui ☐ Non

Le marché public comporte des critères environnementaux de sélection des offres : ☒ Oui ☐ Non

#### 4.10 - Développement durable : Insertion par l'activité économique

Le marché public comporte une clause d'exécution au titre de l'insertion définie au CCAP/CCTP : ☐ Oui ☒ Non

Le marché public comporte des critères sociaux de sélection des offres : ☐ Oui ☒ Non

## CHAPITRE III - MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

### Article 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation (DC) est constitué des pièces suivantes :

- ✓ Le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes :
  - Annexe 1 : procédure de dématérialisation ;
  - Annexe 2 : demande d'échantillons ;
- ✓ L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
  - Annexe n°1 : bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chaque lot ;
- ✓ Le détail des quantités estimatives (DQE) propre à chaque lot ;
- ✓ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et son annexe :
  - Annexe n°1 : liste des comptables assignataires ;
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots et son annexe :
  - Annexe n°1 : les conditions logistiques ;
  - Annexe n°2 : protocole sécurité
- ✓ Le cadre de réponse technique ;
- ✓ Le questionnaire environnemental ;
- ✓ DC1 et DC2.

### Article 6 - Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation peut être obtenu par téléchargement sur le site du profil acheteur suivant :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Toutefois, avant de procéder au téléchargement de ce dossier, les opérateurs économiques sont invités à prendre connaissance des modalités et exigences décrites en annexe 1 du présent règlement.

### Article 7 - Renseignements complémentaires – modification

#### 7.1 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard dix (10) jours avant la date limite de réception des plis, une demande écrite sur le site du profil acheteur suivant :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée sur le site du profil acheteur, à tous les opérateurs économiques ayant retiré le dossier, six (6) jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

#### 7.2 Modifications de détails du dossier de consultation

Le CHU de Rennes se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans contestation possible.

## CHAPITRE IV - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER

Chaque opérateur économique devra produire un dossier complet rédigé en langue française ou accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les offres seront exprimées en euros.

### Article 8 - Contenu de la candidature

L'opérateur économique produit les pièces suivantes en fonction qu'il utilise soit le DUME ou non.

En cas de groupement, chaque cotraitant produira l'ensemble des documents ci-dessous.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques, économiques et financières, l'opérateur économique, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public.

#### 8.1 DUME

Les opérateurs économiques peuvent présenter leurs candidatures avec le Document Unique de Marché Européen (DUME) disponible sur :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

#### 8.2 Hors DUME

L'opérateur économique produit :

- La lettre de candidature modèle DC1, ou équivalent ;
- La déclaration du candidat modèle DC2, ou forme libre, reprenant les mêmes éléments que ceux indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence ;
- Un dossier de candidature présentant :
  - Le chiffre d'affaire global réalisé aux cours des trois derniers exercices et la part du chiffre d'affaire liée aux prestations objet du présent marché public au cours des 3 derniers exercices ;
  - Une présentation de la société, explicitant les moyens humains et matériels justifiant l'aptitude du candidat à pouvoir répondre au marché public ;
  - La liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- En cas de redressement judiciaire, une copie du jugement prouvant qu'il est habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

### Article 9- Contenu de l'offre

L'offre sera constituée par les pièces suivantes :

1. L'acte d'engagement du lot soumissionné accompagné d'un relevé d'identité bancaire (RIB) ou relevé d'identité postale (RIP) et son annexe :
  - a. Annexe n°1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) du lot soumissionné ;
2. Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) du ou des lot(s) soumissionné(s) ;
3. L'annexe 1 au CCTP renseignée (horaire butoir de commande), par lot soumissionné ;
4. Pour le lot 25, l'annexe 2 au CCTP renseignée;

5. Un dossier technique, par lot soumissionné, comportant :
  - a. Le cadre de réponse technique complété pour le ou les lot(s) soumissionné(s) ;
  - b. Les fiches techniques des produits proposés comportant les informations requises au CCTP ;
  - c. Les fiches techniques des emballages ;
6. Le questionnaire environnemental complété du ou des lot(s) soumissionné(s) ;
7. Les échantillons (cf. annexe 2 au présent règlement) et, pour les produits des lots N°6, 9, 12 et 15, l'analyse microbiologique. Ils sont adressés séparément, dans les conditions fixées à l'article 10 du présent règlement et font partie intégrante de l'offre.

L'ensemble des documents concernés doivent être **complétés**.

**NOTA** : La signature de l'offre est possible mais pas obligatoire. Seul l'attributaire est tenu de la signer.

## Article 10 - Conditions de remise des échantillons

### 10.1 Remise des échantillons

Des échantillons sont exigés :

☒ oui

☐ non

### 10.2 Quantités

Les quantités d'échantillons demandés sont précisées en annexe 2 du présent règlement de consultation.

### 10.3 Conditions de livraisons

Les échantillons sont à livrer selon la date et heure fixée à la première page du règlement de consultation.

Les conditions de livraison des échantillons sont précisées en annexe 2 du présent règlement de consultation.

Les opérateurs économiques sont informés qu'en l'absence d'échantillons, leur offre ne pourra pas être examinée et sera déclarée irrégulière.

## CHAPITRE V - MODALITES DE REMISE DES PLIS

## Article 11 - Conditions d'envoi des plis

### 11.1 Transmission par voie dématérialisée

Les opérateurs économiques doivent impérativement transmettre leur pli par voie dématérialisée, sur le profil acheteur suivant :


<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les opérateurs économiques sont invités à prendre connaissance des consignes figurant en annexe 1 du présent règlement de consultation.

Les plis doivent parvenir au plus tard avant les dates et heures limite indiquée sur la première page du présent règlement de consultation.

### 11.2 Copie de sauvegarde

Les opérateurs économiques peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « NE PAS OUVRIR - copie de sauvegarde » - l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'opérateur économique. Elle est transmise à l'adresse suivante :

 CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES  
DIRECTION DES ACHATS  
4<sup>e</sup> étage du Bâtiment Direction et Pôle Santé Publique  
Rue Henri le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

L'opérateur économique se reporte à l'annexe 1 au présent règlement de consultation pour suivre la procédure de copie de sauvegarde.

### 11.3 Signature du marché public

Les opérateurs économiques sont informés que l'attribution du marché public pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché public.

## CHAPITRE VI - ESSAIS ET DEMONSTRATION / PRESENTATION

### Article 12 - Essais

Aucun essai ne sera demandé aux soumissionnaires.

### Article 13 - Démonstration / Présentation

Aucune démonstration/présentation n'est prévue dans le cadre de la présente consultation.

## CHAPITRE VII - SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES

### Article 14 - Examen des candidatures

En application de l'article R2144-2 du Code de la commande publique, si le CHU de Rennes constate que des pièces ou informations, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés, de compléter leur dossier de candidature dans un délai maximum de cinq (5) jours.

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat ne satisfait pas aux conditions de participation, ou ne peut pas produire dans le délai imparti, les documents, compléments ou explications requis par le CHU de Rennes, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

### Article 15 - Jugement et classement des offres

Le CHU de Rennes vérifie que les offres sont régulières, acceptables et appropriées.

Le CHU de Rennes élimine les offres inappropriées ou inacceptables. Il peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser des offres irrégulières dans un délai qu'il estime approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Le CHU de Rennes choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sur la base des critères, pondérés comme suit.

**Lots concernés : produits laitiers de n°1 à n°18**

Critère	Pondération du critère	Sous-critères	Pondération du sous-critère
<b>PRIX</b> <i>sur la base du montant résultant du DQE</i>	<b>40%</b>		
<b>QUALITE</b> <i>sur la base du cadre de réponse technique, des échantillons et des fiches techniques</i>	<b>30%</b>	Organisation mise en œuvre pour répondre au besoin, sur la base des réponses au cadre de réponse technique (hors « circuits courts ») : élevage, production, qualité, logistique et suivi commercial  Fiches techniques détaillées des produits (1)  Qualité des échantillons : qualités organoleptiques (aspect, texture, odeur, goût) et nutritionnelles.  Qualité des emballages et des conditionnements sur la base des Fiches techniques détaillées	<b>30%</b>          <b>20%</b>  <b>40%</b>    <b>10%</b>
<b>CIRCUIT COURT</b> <i>Sur la base du cadre de réponse technique</i>	<b>15%</b>	Nombre d'opérateurs  Animation des producteurs sur place  part (en %) qui revient à l'éleveur sur le montant valorisé du lot	
<b>DEVELOPPEMENT DURABLE</b> <i>sur la base du questionnaire environnemental</i>	<b>15%</b>		

Les fiches techniques détaillées des produits seront évaluées à partir des éléments demandés à l'article 2.5 du CCTP.

Les aspects suivants seront particulièrement valorisés :

Pour les lots 2, 3, 5, 8, 10, 13, 16, 18 :

- Compositions aux listes d'ingrédients courtes
- Taux de sucre limité

**Lots concernés : produits traiteurs de n°19 à 21 et 25**

Critère	Pondération du critère	Sous-critères	Pondération du sous-critère
<b>PRIX</b> <i>sur la base du montant résultant du DQE.</i>	<b>40%</b>		
<b>QUALITE</b> <i>sur la base du cadre de réponse technique, des échantillons et des fiches techniques</i>	<b>30%</b>	Organisation mise en œuvre pour répondre au besoin, sur la base des réponses au cadre de réponse technique (hors « circuits courts ») : production, qualité, logistique et suivi commercial.  Fiches techniques détaillées des produits (1)  Qualité des échantillons : qualités organoleptiques (aspect, texture, odeur, goût) et nutritionnelles, et facilité de remise en œuvre  Qualité des emballages et des conditionnements sur la base des Fiches techniques détaillées	<b>30%</b>          <b>20%</b>  <b>40%</b>    <b>10%</b>

<b>CIRCUIT COURT</b> <i>Sur la base du cadre de réponse technique</i>	<b>15%</b>	Nombre d'opérateurs Animation des producteurs sur place	
<b>DEVELOPPEMENT DURABLE</b> <i>sur la base du questionnaire environnemental</i>	<b>15%</b>		

(1) Les fiches techniques détaillées des produits seront évaluées à partir des éléments demandés à l'article 2.5 du CCTP.

Les aspects suivants seront particulièrement valorisés :

- Compositions aux listes d'ingrédients courtes ;
- Pour les crêpes nature au froment, loi Egalim ou équivalent, objet des lots 20, 21 et 25 : taux de sucre limité ;
- Pour les crêpes et galettes garnies, objet des lots 20, 21 et 25 : un label ou une mention valorisante répondant aux exigences de la loi EGALIM ou équivalent.

#### **Lots concernés : produits de charcuterie de n°22 à 24**

<b>Critère</b>	<b>Pondération du critère</b>	<b>Sous-critères</b>	<b>Pondération du sous-critère</b>
<b>PRIX</b> <i>sur la base du montant résultant du DQE.</i>	<b>40%</b>		
<b>QUALITE</b> <i>Sur la base du cadre de réponse technique, des échantillons et des fiches techniques</i>	<b>30%</b>	Organisation mise en œuvre pour répondre au besoin, sur la base des réponses au cadre de réponse technique (hors « circuits courts ») : élevage, production, qualité, logistique et suivi commercial  Fiches techniques détaillées des produits  Qualité des échantillons : qualités organoleptiques (aspect, texture, odeur, goût) et nutritionnelles.  Qualité des emballages et des conditionnements sur la base des Fiches techniques détaillées	<b>30%</b>          <b>20%</b>  <b>40%</b>  <b>10%</b>
<b>CIRCUIT COURT</b> <i>Sur la base du cadre de réponse technique</i>	<b>15%</b>	Nombre d'opérateurs Animation des producteurs sur place Part (en %) qui revient à l'éleveur sur le montant valorisé du lot	
<b>DEVELOPPEMENT DURABLE</b> <i>sur la base du questionnaire environnemental</i>	<b>15%</b>		

(1) Les fiches techniques détaillées des produits seront évaluées à partir des éléments demandés à l'article 2.5 du CCTP. Les aspects suivants seront particulièrement valorisés : Un label ou une mention valorisante supplémentaire autre que la mention « fermière » répondant aux exigences de la loi EGALIM ou équivalent.

Si une offre apparaît anormalement basse, le CHU de Rennes peut la rejeter par décision motivée, après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge opportun et vérifier les justifications fournies.



## CHAPITRE VIII - ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS

### Article 16 - Information des décisions de rejet

Conformément à l'article R2181-1 du Code de la commande publique, le CHU de Rennes notifie sans délai à chaque candidat ou soumissionnaire concerné sa décision de rejeter sa candidature ou son offre.

### Article 17 - Attribution

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que l'attributaire produise les certificats et attestations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales.

Le délai imparti par le CHU de Rennes à l'attributaire, pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci, et ne pourra être supérieur à dix (10) jours.

L'attributaire dont l'offre est retenue en est informé par courrier ou par échange dématérialisé.

Il fournit impérativement les documents suivants :

#### Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).  
Le CHU de Rennes s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à [l'article L 241-1 du code des assurances](#), l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à [l'article L.243-2 du code des assurances](#).

**Dans le cas où** l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Ces pièces doivent être fournies au CHU de Rennes tous les six mois durant l'exécution de ce marché public.

**L'attributaire doit également remettre au CHU de Rennes**, avant la notification du marché public et tous les six mois durant l'exécution de ce marché public, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces seront exigées pour tout marché public d'un montant supérieur à 5 000 € HT (art. R.8222.1 du code du travail), dans le délai impératif fixé par le CHU de Rennes. A défaut, l'offre du candidat sera rejetée.

## CHAPITRE IX - RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Rennes  
3, Contour de la Motte CS44416  
35044 Rennes Cedex  
Téléphone : 02 23 21 28 28.  
Télécopie : 02 99 63 56 84.  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme ;
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.